

## Lien social et Politiques

# Importer pour exister : Empower et le « travail sexuel » en Thaïlande

Sébastien Roux

---

Les solidarités sans frontières : entre permanence et changements  
Numéro 58, automne 2007

URI : [id.erudit.org/iderudit/017557ar](http://id.erudit.org/iderudit/017557ar)

DOI : [10.7202/017557ar](https://doi.org/10.7202/017557ar)

[Aller au sommaire du numéro](#)

---

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN 1204-3206 (imprimé)  
1703-9665 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

---

Citer cet article

Roux, S. (2007). Importer pour exister : Empower et le « travail sexuel » en Thaïlande. *Lien social et Politiques*, (58), 145–154.  
doi:10.7202/017557ar

---

Tous droits réservés © Lien social et Politiques, 2007

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne. [<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>]

---

**é**rudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. [www.erudit.org](http://www.erudit.org)

# Importer pour exister : Empower et le « travail sexuel » en Thaïlande

---

**Sébastien Roux**

La prostitution s'est problématisée en Thaïlande depuis les années 1980, dans un contexte international marqué par la résurgence des débats relatifs à l'usage commercial de la sexualité (Outshoorn, 2005). Elle est ainsi devenue l'enjeu de discours moraux, politiques et sanitaires particulièrement virulents dans un pays marqué successivement par la condamnation du « tourisme sexuel », la diffusion rapide du sida et l'émergence d'une prise en charge de la « traite des êtres humains ». À travers l'analyse socio-historique d'Empower (pour Education Means Protection Of Women Engaged in Recreation), une organisation non gouvernementale (ONG) locale engagée auprès des prostituées<sup>1</sup>, je souhaite montrer comment les débats relatifs à l'usage commercial de la sexualité féminine se sont vus déterminés par la structure occidentale des discours sur la prosti-

tution. Les prises de position sur la sexualité commerciale se divisent principalement entre prohibitionnistes, abolitionnistes et réglemmentaristes (Mathieu, 2004)<sup>2</sup>. Or, la forme même que prennent les controverses qui opposent les agents s'est universalisée. Il en va ainsi du débat relatif à la prostitution comme travail : la vente de services sexuels peut-elle être envisagée comme une activité professionnelle permettant pour celles et ceux qui l'exercent l'accès à une protection juridique garantie par le droit du travail ? Cette question s'est mondialisée, favorisée par un renforcement progressif de solidarités internationales qui tendent à uniformiser les prises de position sur la sexualité commerciale. La politisation des questions sexuelles est toujours complexe dans un pays du Sud, dans la mesure où les inégalités de genre croisent des rapports de domination internationale qui

s'exercent dans le domaine de l'action morale et du travail social. Cette intrication influence les discours locaux, en les maintenant dans une forme de dépendance symbolique (et parfois matérielle...) qui limite le développement d'une pensée originale et oriente non seulement les discours, mais détermine également la structure dans laquelle ils s'insèrent. À travers l'étude d'Empower et du cas thaïlandais, je montrerai comment ces discours ont pu être importés et mobilisés et quelles sont aujourd'hui les difficultés pratiques qui naissent de la circulation internationale des normes et des catégories morales dans le monde militant.

## **Empower dans l'histoire féministe thaïlandaise**

Durant tout le XX<sup>e</sup> siècle, le corps des femmes est demeuré un objet privilégié des politiques

thaïlandaises : il s'agissait pour les élites dirigeantes masculines d'affirmer le degré de civilisation du pays par une politique de contrôle et d'éducation, visant à aligner la Thaïlande (anciennement Siam) sur les standards occidentaux (Jeffrey, 2002). Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, la Thaïlande est dirigée par une succession de généraux conservateurs et autoritaires<sup>3</sup> (Baker et Phongpaichit, 2005) qui, jusqu'à la fin des années 1960, limitent le « féminisme thaïlandais » à une parole d'État, véhiculée par des associations proches du gouvernement (comme le National Council of Women of Thailand, dirigé dès sa création en 1956 par l'épouse du Premier ministre). Ces associations superposent à « la femme » l'image de la mère et de l'épouse en défendant une vision fantasmée des rapports sociaux « civilisés » qui limitent le rôle des femmes au seul univers domestique, à l'image de ce qu'ils perçoivent être le modèle occidental. La pensée féministe critique se cantonne alors principalement aux cercles universitaires éduqués et il faut attendre le début des années 1970 et la libéralisation partielle des médias et de la vie

### Chantawipa Apisuk et la création d'Empower<sup>5</sup>

Chantawipa Apisuk est née à Bangkok en 1947 dans un milieu aisé, d'un père haut fonctionnaire et d'une mère au foyer. Elle fait des études de sociologie et d'anthropologie à l'Université Thammasat dont elle sort diplômée en 1973. Politisée, proche des mouvements de gauche et des organisations de défense des droits civiques, elle enseigne un temps au nord du pays comme bénévole dans la mouvance radicale du milieu des années 1970. En 1976, à la suite des difficultés politiques que traverse le pays, elle rejoint l'Asian Center de New York, où elle coordonne un bulletin d'information en thaï pour les étudiants expatriés (Union of Democratic Thai). S'ensuit une période d'allers-retours entre la Thaïlande et les États-Unis, ponctuée de formations universitaires (notamment en 1977 au Boston College). En 1982, elle rejoint l'Asia Monitor à Hong Kong (un centre de ressources sur les relations économiques entre les États-Unis et les pays d'Asie), avant de retourner l'année suivante en Thaïlande. À Bangkok, elle participe aux activités d'une ONG pacifiste, œcuménique et démocratique, le Coordinating Group for Religion in Society (CGRS)<sup>6</sup>. Recommandée par Siriporn Skrobanek, elle suit en parallèle une « formation féministe » internationale aux Pays-Bas, le programme Isis-WICCE (Women's International Cross-Cultural Exchange Programme). De retour en Thaïlande, une autre association religieuse, l'Ecumenical Coalition on Third World Tourism (ECTWT), lui commande alors une enquête de 6 mois sur l'industrie du sexe dans le tourisme ; l'ECTWT est une association œcuménique particulièrement critique à l'encontre du tourisme, formée aux Philippines dans la foulée de la Déclaration de Manille de 1980, qui cristallise pour la première fois les protestations contre le développement mal contrôlé de l'industrie touristique internationale. En 1985, à la suite de son rapport pour l'ECTWT, Chantawipa Apisuk crée Empower, fondé à Patpong, le plus célèbre des quartiers rouges de Bangkok dédiés aux Occidentaux<sup>7</sup>.

politique pour qu'émerge une nouvelle génération sensibilisée aux questions de genre, une forme de « société civile thaïlandaise » féministe (Samudavanija, 2002).

En 1976, une sanglante répression militaire secoue le pays. L'armée ouvre le feu sur des étudiants de l'Université Thammasat qui manifestent contre la confiscation du pouvoir par les militaires. De nombreux étudiants, intellec-

tuels, universitaires, militants du Parti communiste thaïlandais (PCT) sont arrêtés et torturés. Le PCT est interdit et les élites radicales du pays prennent le maquis. Le mouvement féministe est directement touché par cette vague de répression (Sansuratikul Kiarasarn, 2001). Les mouvements de femmes ne se réorganisent qu'au début des années 1980, les élites radicales de gauche se

reconvertissant massivement dans les ONG (Simpkins, 2003).

Les principales ONG féministes thaïlandaises encore actives aujourd'hui sont alors créées, comme Friends of Women (FOW) et la Foundation For Women (FFW) (Tantiwiranond et Pandey, 1991). Ces groupes tentent d'articuler les inégalités de genre aux inégalités sociales et surtout économiques. La prostitution devient rapidement un thème privilégié de ces organisations en formation. L'une des féministes thaïlandaises alors les plus actives, Siriporn Skrobanek, membre fondateur de FOW puis de FFW, se rapproche des Américaines Kathleen Barry, Charlotte Bunch et Shirley Castley lors d'un séminaire en 1983 à Rotterdam. Ces féministes sont célèbres internationalement pour leurs prises de position radicales contre la prostitution, définie comme une forme d'«esclavage sexuel»<sup>4</sup>. Ce discours critique est alors dominant parmi les agents thaïlandais en charge de la prostitution qui se retrouvent alors majoritairement dans le projet politique d'une suppression totale de la sexualité commerciale.

Dans ce contexte particulier, Empower commence ses activités en 1985, à l'initiative de Chantawipa Apisuk.

Empower – surtout à travers la voix de Chantawipa Apisuk – ne développe pas à l'origine de discours politique sur la sexualité. L'association préfère éviter l'opposition traditionnelle entre «*good girls*» et «*bad girls*» (soit «la bonne épouse» vs «la prostituée»), en mettant en place un soutien aux prostituées du quar-

tier dégagé de tout jugement moral<sup>5</sup>. La formulation d'un discours sur la sexualité commerciale n'apparaît pas comme une nécessité, l'ONG se concentrant davantage sur un soutien pratique et localisé, au contact direct des prostituées.

La décennie 1980 correspond à un moment particulier dans l'histoire thaïlandaise de la prostitution; si les différents agents émergent et s'organisent, l'espace des prises de position sur la sexualité commerciale reste «fluide», un «champ mou» à l'image de la «nébuleuse réformatrice» que Christian Topalov décrit lorsqu'il caractérise le mouvement philanthropique français de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle (Topalov, 1999). Les positions des agents sont mouvantes, en cours de cristallisation. Certes, des différences existent parmi les associations féministes thaïes, dont les dirigeant(e)s reproduisent en Thaïlande les débats en cours en Occident: possibilité ou non d'intégration des hommes à la direction, rapport au travail et aux syndicats, planning familial, bonheur domestique, migrations, etc. Mais ces spécificités qui dynamisent le champ et l'organisent progressivement, ne sont toutefois pas suffisamment structurantes pour positionner définitivement les agents, ni surtout empêcher leur communication. Empower collabore par exemple directement avec la Fondation For Women de Siriporn Skrobanek, sans s'opposer de manière irréductible sur la nature de la prostitution ni sur sa caractérisation. Et si les divisions politiques, philosophiques ou morales existent parmi ces groupes naissants, elles apparaissent transcen-

dées par la vigueur du dynamisme initial et n'empêchent ni la circulation des agents, ni la réunion ponctuelle des forces associatives.

### **Des prostituées aux *sex-workers***

La conjonction de trois problèmes sociaux va transformer les activités de l'ONG, Empower évoluant rapidement d'une association locale et peu politisée vers une structure en réseau davantage préoccupée de la défense des «travailleurs sexuels». La fluidité initiale de l'espace thaïlandais des prises de position sur la sexualité commerciale n'a pas résisté à la conjonction de trois problèmes sociaux successifs qui, durant toute la décennie 1990, ont polarisé les débats selon des logiques importées: le «tourisme sexuel», le sida et la traite des êtres humains. Empower a progressivement occupé, dans un champ de plus en plus formalisé, le pôle radical défendant la prostitution comme travail.

À partir du début des années 1980, le «tourisme sexuel» est dénoncé par quelques féministes qui inscrivent cette forme de prostitution pensée spécifique dans le prolongement d'un impérialisme néocolonial (Enloe, 1989). Mais mis à part quelques initiatives locales<sup>9</sup>, les relations commerciales entre touristes occidentaux et femmes thaïlandaises ne suscitent pas d'intérêt social particulier. Ce n'est qu'à partir du début des années 1990 et de la médiatisation de l'exploitation sexuelle des enfants que le sujet émerge véritablement sur la scène internationale (Montgomery, 2001: 21-51). Entre 1990 et 1996, sous l'action particulièrement efficace d'une

campagne internationale menée depuis Bangkok par la réunion au sein d'End Child Prostitution in Asian Tourism (ECPAT) de militantes féministes asiatiques et d'activistes chrétiens occidentaux engagés dans la critique du tourisme, le « tourisme sexuel » se réduit progressivement au « tourisme sexuel impliquant des enfants » (TSIE) et suscite une vive indignation internationale<sup>10</sup>. La représentation internationale de la Thaïlande, perçue comme la principale destination des « touristes sexuels », se transforme radicalement (Hamilton, 1997). L'effervescence médiatique qui accompagne cette évolution impose la prostitution comme nouvelle thématique incontournable et accentue la visibilité nationale et internationale des ONG locales. Cette focalisation sur les mineurs remplace progressivement les débats politiques sur l'usage commercial de la sexualité par un large consensus sur la nécessaire protection des enfants « victimes d'exploitation sexuelle ». Or, à travers la catégorie de « victimes », c'est l'intégralité des relations sexuelles commerciales qui est repensée comme une violence faite à l'en-

contre de « prostituées forcées ». La condamnation de la prostitution devient quasi unanime. Empower, uniquement préoccupé par les femmes majeures, reste pourtant à l'écart de ce mouvement et s'isole des autres groupes militants.

L'explosion du nombre de séropositifs en Thaïlande accélère la transformation d'Empower. Au début des années 1990, dans un contexte relevant d'une véritable « panique morale », les prostituées sont rapidement désignées par les autorités sanitaires comme le premier « groupe à risque » et font l'objet des principales mesures gouvernementales (Fordham, 2001 ; 2005). Les femmes se prostituant auprès des touristes étrangers – désignés importateurs d'une maladie perçue initialement comme « occidentale » (Lyttleton, 2000 : 41) – sont particulièrement encadrées par les autorités nationales. Or, les relais locaux font défaut et les premières initiatives gouvernementales répressives sont condamnées sur le plan international (Cohen, 1988). Les pouvoirs publics thaïlandais se rapprochent alors des agents travaillant au contact direct des prostituées et mettent en place une politique de prévention massive à laquelle participe Empower. L'ONG devient ainsi le seul représentant – à la fois désigné et auto-proclamé – des prostituées. La spécificité d'Empower est d'ailleurs renforcée par une absence : les mouvements de prostituées n'existent pas en Thaïlande, malgré quelques tentatives de mobilisation sans suite, rapidement étouffées au début des années 1980 par les autorités administratives (Pheterson, 1989 :

67). Mais Empower, dirigée par des individus éduqués, proches des mouvements prodémocratiques, se concentrant sur les relations entre Thaïlandaises et touristes occidentaux, n'a jamais été directement inquiétée. Au contraire, l'association se voit légitimée et son « expertise » reconnue<sup>11</sup>. Chantawipa Apisuk perçoit que le sida transforme la visibilité des organisations de prostituées en les faisant émerger sur l'espace public national et international. Elle capitalise alors les bénéfices de cette nouvelle visibilité en s'engageant résolument dans la lutte contre le virus et en multipliant les prises de position sur l'épidémie (notamment lors des Conférences internationales sur le sida, de 1988 à 1994 et celle de 1998). De 1992 à 1994, Chantawipa Apisuk coordonne d'ailleurs la Thai NGO Coalition on Aids. Le sida impose ainsi Empower comme association légitime, tant sur le plan international que domestique.

Pour finir, l'émergence à partir du début des années 1990 de la prise en charge de la traite des êtres humains consacre ce mouvement de polarisation et de structuration du champ. Deux coalitions internationales s'opposent pour la qualification de la traite des êtres humains : la Coalition Against Traffic in Women (CATW), qui dénonce la prostitution comme forme d'exploitation dans la continuité de la réflexion de la féministe Kathleen Barry, et la Global Alliance Against Traffic in Women (GAATW), qui reconnaît à l'inverse la prostitution comme source potentielle de revenus et milite uniquement contre les formes de contraintes et de coercition que peuvent rencontrer les femmes

prostituées (Toupin, 2002: 10). La GAATW s'est créée à Bangkok, en 1994, à la suite de l'International Workshop on Migration and Traffic in Women. Siriporn Skrobanek, directrice de la FFW, en devient la coordinatrice internationale, délaissant le discours abolitionniste de la décennie précédente pour défendre dorénavant une perspective différenciant prostitution volontaire et prostitution forcée. La GAATW soutient alors l'*empowerment* (ou autodétermination) des femmes plutôt que leur victimisation, et occupe une position auparavant monopolisée par Empower. Selon une logique de distinction qui lui permet d'exister en se différenciant, Chantawipa Apisuk transforme alors définitivement Empower en rapprochant l'ONG des associations de défense des travailleuses du sexe et en radicalisant son discours. Empower, tout en maintenant des liens avec la FFW (et la GAATW), s'en distingue en s'affiliant aux réseaux de *sex-workers* et en capitalisant les bénéfices symboliques de son nouveau statut d'association représentant les prostituées et défendant leurs droits. Les associations internationales de travailleuses du sexe se sont formées dès 1985 lors de la tenue de l'International Committee for Prostitutes' Rights (Jenness, 1993). En 1991, la formalisation internationale du mouvement des travailleuses du sexe se poursuit avec la création du Network of Sex Work Projects (NSWP). En 1994, une association plus spécifiquement asiatique est créée, l'Asia Pacific Network of Sex Workers (APNSW). Ce réseau est fondé par Empower (Thaïlande), Sweetly Japan (Japon), Pink Triangle (Malaisie), The Scarlet Alliance

(Australie) et Sonagachi (Inde). Empower y joue un rôle central et le bureau du réseau se fixe à Bangkok (dans des locaux toutefois distincts). En favorisant une homogénéisation internationale des prises de position sur la sexualité commerciale, la mise en réseau des associations accentue leur politisation selon la structuration occidentale du débat sur la prostitution. La création de l'APNSW termine d'ancrer Empower parmi les associations de *sex-workers*. Les bénéfices de cette évolution sont d'ailleurs renforcés par «la mise en réseau des réseaux», phénomène récent du monde associatif<sup>12</sup>. La visibilité accrue de l'ONG permet alors à Empower de se rapprocher des organisations intergouvernementales les plus légitimes comme l'ONUSIDA ou l'OMS.

Ainsi, en l'espace d'une dizaine d'années, Empower s'est rapprochée de ce que Margaret Keck et Kathryn Sikkink ont pu définir comme un *transnational advocacy network* (Keck et Sikkink, 1998)<sup>13</sup>. Il ne s'agit plus en effet d'apporter uniquement un soutien pragmatique aux prostituées de Patpong, mais plutôt d'inscrire les activités de l'association dans le projet politique d'une reconnaissance d'un «travail sexuel».

### **Les effets locaux d'un positionnement international**

Mais le positionnement choisi par Empower et son alignement sur les associations de *sex-workers* ne sont pas allés sans soulever un certain nombre de difficultés. Il ne s'agit pas ici de dénoncer telle ou telle pratique ni de juger tel ou tel comportement. Je souhaite plutôt souligner que l'importation de

certaines approches politiques de la sexualité a pu susciter des tensions visibles pour qui a une connaissance interne de l'association, alors même que cette dynamique s'est vue favorisée au nom d'un renforcement international des solidarités. Les données présentées ici ont été recueillies durant une enquête de terrain menée dans le cadre d'une thèse de sociologie à l'EHESS, entre février 2005 et août 2007. Étudiant la construction sociale du tourisme sexuel, j'ai travaillé comme professeur d'anglais bénévole au sein d'Empower afin de m'insérer durablement parmi les prostituées de Patpong. L'association a été fréquentée pendant plus de 400 heures et des entretiens semi-directifs ont pu être menés en thaï auprès de 31 jeunes femmes. Empower n'était pas l'objet principal des entretiens, davantage orientés sur les activités et le parcours des femmes interrogées. Mais le décalage observable entre le discours de l'association et son fonctionnement pratique a conduit à inclure systématiquement dans la grille d'entretien des questions relatives à l'association. Les citations présentées ici sont issues de ces interviews.

Il faut rappeler tout d'abord que la revendication de la reconnaissance de la prostitution comme travail a été historiquement formulée aux États-Unis et en Europe par des groupes radicaux en association constante avec des prostituées. Il s'agissait de rendre «une parole trop longtemps confisquée». La légitimité des associations de *sex-workers* s'est ainsi construite sur la participation directe des prostituées et sur une connaissance pratique de

la sexualité commerciale (Kempadoo et Doezema, 1998). Or, née association féministe, l'ONG a conservé une organisation qui ne correspond pas nécessairement aux associations occidentales de *sex-workers*. Par exemple, les prostituées n'ont jamais été intégrées aux postes de direction, ni même associés aux initiatives d'Empower qui relèvent directement de l'autorité de Chantawipa Apisuk. Cette absence tient en grande partie à la sociologie des danseuses de bar à gogo : faiblement éduquées, majoritairement d'origine rurale, elles ne sont pas politisées et ne formulent aucune revendication sur une activité qu'elles jugent privée et qu'elles essaient systématiquement d'euphémiser. Qui plus est, la prostitution dans les bars pour touristes des quartiers rouges de Bangkok demeure le plus souvent une activité de transition, d'une durée variable excédant rarement 4 ou 5 ans. Cette volatilité rend d'autant plus complexe la formulation d'une conscience politique de la sexualité. Pour finir, les relations commerciales entre Thaïlandais et Occidentaux intègrent souvent une dimension affective (Cohen, 1986; Walker et

Ehrlich, 1992; Odzer, 1994) qui, sans correspondre à la représentation construite des relations de prostitution de rue, participe directement au succès de Bangkok, à son inscription dans l'imaginaire collectif (Bishop et Robinson, 1998; Askew, 2002 : 251-283) et à la construction de la Thaïlande comme destination « attractive » (Van Esterik, 2000). Ainsi, l'amour n'est pas perçu comme antagonique à la rémunération (pour les Thaïlandaises comme pour la majorité de leurs clients). Dès lors, la prostitution n'est pas nécessairement considérée comme une activité autonome et aucune femme de Patpong ne se qualifiera de « prostituée » (*sopheni*). Si elles sont employées dans un établissement, elles se définiront plutôt comme masseuse, danseuse ou serveuse ; et si elles travaillent de manière irrégulière dans les bars de Patpong, elles expliqueront systématiquement qu'elles y viennent « pour s'amuser » (*maa thieo*)<sup>14</sup>. Dès lors, la prostitution n'étant pour elles ni isolée comme activité spécifique ni différenciée, elles sont le plus souvent dans l'incapacité de formuler un jugement abstrait sur l'usage commercial de la sexualité. Or, Empower n'a jamais essayé de pallier cette difficulté ; et le processus qui aurait dû permettre aux prostituées d'émerger comme sujets, les a *de facto* consacrées comme objet (les nouvelles *sex-workers*) en les intégrant aux intérêts politiques de l'association.

Dès lors le partage direct d'expérience, pourtant l'un des objectifs affichés des réseaux, n'est que très difficilement applicable. Interrogée à ce sujet, l'une des

prostituées de l'association m'explique ainsi :

– *La directrice n'est pas là cette semaine, pourquoi ?*

– Elle est en Angleterre.

– *Et toi, tu es déjà parti à l'étranger ?*

– [Rires] Ah non, jamais.

– *Et tu connais d'autres filles, d'autres pays ?*

– Non, des fois il y a des étrangers qui viennent ici, pour nous voir. Mais ils ne parlent pas thaï.

– *Et comment faites-vous alors ?*

– Je ne sais pas... Ils restent avec le staff. Nous, on ne leur parle jamais.

De la même manière, l'importation de la catégorie *sex-worker* s'est faite à partir d'une forme spécifique de prostitution, et l'on associe dorénavant aux prostituées thaïlandaises les danseuses de Patpong. Mais cette population ne constitue qu'une minorité des prostituées du pays. Car ces jeunes femmes ont des revenus élevés<sup>15</sup>, sont salariées par les établissements dans lesquelles elles travaillent, possèdent des bases minimums d'anglais et bénéficient le plus souvent de la capacité de choisir leurs clients. Or, Empower concentre stratégiquement ses activités sur ce groupe pourtant relativement favorisé, tirant bénéfice d'une visibilité construite par le succès social du tourisme sexuel. Cette concentration a eu une conséquence paradoxale : renforcer l'exclusion politique et l'effacement de la majorité des prostituées en Thaïlande (les travailleurs des bordels thaïlandais et les prostituées de rue notamment), dont les intérêts – nécessai-

rement distincts des danseuses à gogo – n’ont jamais été pris en compte. Ainsi, Empower, en se faisant le porte-parole d’une population qu’elle ne représente pas, participe en réalité à un processus d’exclusion politique et exerce paradoxalement une violence supplémentaire à l’encontre des prostituées.

En devenant le représentant thaïlandais quasi hégémonique des intérêts des «travailleuses sexuelles», Empower a dû développer un nouveau pôle d’activités plus directement orienté vers l’expertise et le lobbying juridique qui contrastent avec l’ambition de terrain initiale. Et l’accès à la légitimité politique et juridique s’est avéré particulièrement coûteux pour une association qui ne disposait pas nécessairement des ressources financières et intellectuelles pour négocier cette évolution. Ce recentrage s’est accompagné d’un délaissement des activités locales. Ainsi, comme l’affirme cette ancienne responsable du bureau de Patpong :

Avant [il y a 10 ans] c’était quand même bien plus amusant Empower ; il y avait du monde, pleins d’élèves, parce qu’on allait dans la rue, on leur présentait nos activités. Alors, elles venaient s’inscrire et il y avait toujours quelque chose d’amusant. Et on se connaissait plus. Maintenant elles viennent, et puis s’en vont. Et je ne connais personne. Elles viennent juste pour les cours d’anglais et nous on ne sort plus.

Cette situation se retrouve directement parmi les élèves de l’association, systématiquement comptées – et présentées dans les rapports d’activités – comme des

«travailleuses sexuelles», alors même que leurs motivations ne coïncident pas nécessairement avec les objectifs officiels :

– *Pourquoi viens-tu à Empower ?*

– Parce qu’il y a des cours d’anglais qui ne sont pas chers et que j’en ai besoin.

– *Et sur la prostitution ?*

– Ah... Ils travaillent sur la prostitution ? Je ne savais pas, moi, je viens juste pour les cours d’anglais. J’ai un petit magasin au nord de Bangkok, près de l’ancien aéroport. [...] Je ne connais rien sur Patpong. Je viens juste apprendre l’anglais avant de partir en Australie où m’attend mon futur mari...

Qui plus est, l’association s’est trouvée contrainte de justifier son action pour accéder à des financements toujours plus importants. Par exemple, l’ONG a bénéficié en 2005 d’une aide de la Fondation Rockefeller pour se transformer en «*Empower University*», c’est-à-dire pour développer encore davantage l’éducation. Et pour séduire les bailleurs de fonds internationaux dans un espace de plus en plus concurrentiel, l’association tend à exagérer ses effectifs et à s’aligner sur les exigences qu’elle pense être celles des donateurs. Sur le site Internet d’Empower, on trouve ainsi :

*In addition to the 30 000 sex workers who have studied with Empower, Empower Foundation has increasingly become recognized as the strongest and most successful organization for sex workers in South East Asia. This recognition has seen Empower sharing skills, information and methodology with an increasing number and variety of*

*groups and individuals nationally, regionally, and internationally*<sup>16</sup>.

Cette vision optimiste contraste toutefois avec la réalité du recrutement de l’association. Cette caissière d’un bar, fréquentant régulièrement l’association, m’a ainsi affirmé :

La directrice est venue me voir, il y a des journalistes qui vont passer. Elle m’a demandé de les recevoir parce que je parle un peu anglais ; et elle m’a dit de dire que j’étais sex-worker. Mais moi, je suis caissière ! Je n’ai jamais couché pour de l’argent ! Et je ne suis pas go-go danseuse, je suis caissière !

L’alignement d’Empower sur les réseaux de *sex-workers* a suscité des attentes sociales qui ne correspondent pas nécessairement à la réalité objective du fonctionnement de l’association.

Plus problématique encore, la mise en réseau et l’accès à la visibilité internationale a réduit l’autonomie d’Empower dont les choix politiques se retrouvent aujourd’hui contraints par le succès social des thématiques du moment. Préoccupée par sa reproduction, l’ONG est désormais dans l’obligation de parler et d’agir sur des priorités imposées. Par exemple, Empower s’est longtemps limitée à Patpong et Chiang Mai (les centres ayant été ouverts respectivement en 1985 et 1991). Or, son développement récent a correspondu en réalité à une actualité externe qui a soudainement favorisé un afflux massif de capitaux dont l’association a su tirer profit ; l’ouverture du centre de Mae Sai en 1999 à la frontière nord du pays coïncide avec la concentration de l’émotion publique sur la traite et les migrations forcées

comme nouveau problème social et celui de Phuket en 2005 avec le tsunami qui a dévasté la côte Andaman. De la même manière, l'association a récemment essayé de développer des activités autour du « Grand Mékong », nouvelle thématique incontournable des agents internationaux spécialistes de la région<sup>17</sup>. La mise en réseau des associations a ainsi imposé un nivellement des diversités nationales et une disparition progressive des spécificités historiques qui peuvent s'avérer lourds de conséquences au niveau local, rappelant ainsi la complexité de la transnationalisation des solidarités.

### Solidarités et rapports de domination

L'activité sociale et médiatique que le tourisme sexuel, le sida et la traite ont pu susciter en Thaïlande a forcé une importation des débats sur la sexualité commerciale qui ne correspondait pas nécessairement à l'histoire locale des mouvements féministes. Certaines associations thaïlandaises ont stratégiquement favorisé ce processus pour gagner en légitimité. L'international est

devenu un passage obligé pour justifier de la pertinence d'une prise de position. D'ailleurs, les groupes qui n'ont pas choisi cette voie en Thaïlande se sont progressivement coupés de ressources financières, intellectuelles et symboliques et se sont retrouvés rapidement déclassés.

La transnationalisation des questions sexuelles soulève toutefois un certain nombre de difficultés, car l'étude du féminisme thaïlandais interroge l'universalité du traitement politique des questions morales. Le monde associatif n'est pas exempt des relations de domination Nord/Sud ; l'une des manifestations les plus violentes de ce rapport inégal s'observe dans la capacité différenciée d'universalisation du particulier. Les formes spécifiques qu'ont pu prendre localement les débats sur la prostitution se sont avérées dépassées par l'universalisation d'une vision occidentale anhistorique et délocalisée de la sexualité commerciale. La force de ce processus réside dans sa capacité à faire adhérer les agents à des positions censées recouvrir l'intégralité des positionnements politiques et moraux sur la prostitution. La sexualité commerciale a ainsi été traitée en Thaïlande selon des logiques importées qui n'ont de sens qu'au sein de leurs espaces d'origine et ne permettent d'appréhender les rapports de prostitution qu'à travers leurs modalités spécifiques. Mais, alors que des associations locales du Sud auraient pu proposer une lecture originale des enjeux de la sexualité commerciale, elles se sont trouvées contraintes d'adopter des positions préalablement définies et de s'aligner – pour exis-

ter – sur des débats qui ne correspondent pas toujours à la réalité de leur expérience.

Sébastien Roux  
ATER en sociologie à  
l'Université Paris 13

Institut de recherche interdisciplinaire sur les enjeux sociaux (IRIS) - Sciences sociales, Politique, Santé

UMR 8156 CNRS-Inserm-EHESS-Université Paris 13

---

### Notes

- <sup>1</sup> Certes le terme « prostituée » est connoté et difficilement importable comme tel dans le champ scientifique (Pheterson, 2001). Nous le conserverons toutefois de manière neutralisée, sans jugement moral quant aux activités exercées. L'usage des guillemets, s'il aurait été nécessaire en toute rigueur, n'a pas été retenu dans la suite de l'article afin d'en faciliter la lecture. Quant à l'expression « travailleur (-se) sexuel (-le) » et sa traduction anglaise *sex-worker*, ils seront reproduits comme des discours indigènes.
- <sup>2</sup> Les « prohibitionnistes » s'opposent à tout usage commercial de la sexualité, appréhendé comme une forme d'exploitation. Les « abolitionnistes » cherchent à pénaliser les bénéfices qu'un tiers – individu ou organisation – peut tirer de la prostitution d'au-trui. Quant aux « réglementaristes », ils tentent davantage d'encadrer la prostitution par un cadre juridique transformant le ou la prostitué(e) en travailleur.
- <sup>3</sup> Notamment les Maréchaux Phibunsongkhram (1948-1957), Sarit (1959-1963) et Thanom (1958, puis 1963-1973).
- <sup>4</sup> Un rapport a été publié à la suite de l'atelier, repris dans un numéro spé-

- cial de *Nouvelles Questions féministes* (Barry, Bunch et Castley, 1984). Cet atelier est primordial dans la structuration d'une prise en charge mondialisée de la prostitution (Pheterson, 1989, p. 18; Keck et Sikkink, 1998, p. 178).
- <sup>5</sup> Les données ont été réunies lors de deux entretiens accordés en 2005 et 2007 et recoupées par une interview conduite par Ara Wilson, pour une étude commandée par le Population Council (Wilson, 1996).
- <sup>6</sup> Interrogée sur sa propre religion, Chantawipa Apisuk a systématiquement refusé de se déterminer, préférant éluder la question lors des entretiens accordés : « Moi, je suis de toutes les religions ... ».
- <sup>7</sup> Patpong propose un grand nombre de bars à gogo et d'établissements directement orientés vers la satisfaction de demandes sexuelles. Le quartier, spécialisé vers une clientèle occidentale et japonaise, est devenu célèbre à la fin des années 1980 grâce notamment à l'organisation de shows sexuels.
- <sup>8</sup> Empower a d'ailleurs pour slogan : « *Good girls go to heaven. Bad girls go everywhere* ».
- <sup>9</sup> Friends of Women s'allie ainsi à d'autres groupes féministes asiatiques, notamment le mouvement philippin Third World Movement Against the Exploitation of Women (TW-MAE-W) coordonné par sœur Mary Soledad Perpiñan, pour dénoncer en 1981 les *sex-tours* japonais en Asie du Sud-Est. Des manifestations sont organisées à l'occasion de la tournée dans les pays de l'ASEAN du premier ministre japonais Senko Suzuki. Ces mobilisations sont considérées comme la naissance d'une action politique contre le « tourisme sexuel ».
- <sup>10</sup> Le rôle d'ECPAT dans la construction sociale du tourisme sexuel est primordial et mériterait des développements supplémentaires qui ne peuvent être abordés ici. L'étude de cette campagne fait actuellement l'objet d'une recherche complémentaire.
- <sup>11</sup> Ce processus est d'ailleurs renforcé par l'émergence en 1992 d'une nouvelle bourgeoisie libérale au pouvoir qui remplace, suite à des difficultés politiques majeures, les anciens militaires (Jackson, 1993).
- <sup>12</sup> Dans le cas d'Empower, l'APNSW collabore aujourd'hui avec le Network of Sex Work Projects (NSWP), 7-Sisters (coalition régionale d'ONG en lutte contre le sida), l'Asia Pacific Network of People Living with HIV (APN+), l'International Lesbian & Gay Association (ILGA) et l'Action for Women's Rights in Development Network (AWID).
- <sup>13</sup> Margaret Keck et Kathryn Sikkink définissent un *transnational advocacy network* en fonction de ses objectifs et des moyens employés pour y parvenir : « *Transnational advocacy networks are proliferating, and their goal is to change behavior of states and of international organizations. Simultaneously principled and strategic actors; they 'frame' issues to make them comprehensible to target audiences, to attract attention and encourage action, and to 'fit' with favorable institutional venues. Network actors bring new ideas, norms and discourses into policy debates, and serve as sources of information and testimony [...]. They also promote norm implementation, by pressuring target actors to adopt new policies, and by monitoring compliance with international standards* » (Keck et Sikkink, 1998 : 2-3).
- <sup>14</sup> Bien évidemment, le stigmate de la prostituée joue directement sur la manière dont se présentent les femmes de Patpong. Mais la honte ou la gêne ne suffisent pas à expliquer la situation et le terme *sopheni* est davantage réservé aux hétaires des anciens royaumes thaï. Quant au terme thaï pour « putain » (littéralement « femme qui se vend ») il désigne bien davantage les prostituées de rue que celles travaillant au sein des quartiers touristiques pour occidentaux, et demeure insultant et peu utilisé.
- <sup>15</sup> Le revenu d'une prostituée de Patpong avoisine les 30 000 baths par mois (avec de fortes disparités), soit 3 fois le salaire de base d'un fonctionnaire thaïlandais, et plus de 6 fois les revenus des prostituées de rue.
- <sup>16</sup> Voir le site Internet <[http://www.empowerfoundation.org/ed\\_em\\_univer.html](http://www.empowerfoundation.org/ed_em_univer.html)>.
- <sup>17</sup> Notamment emmenés par la Banque asiatique de développement (BAD), pour qui le Grand Mékong représente une priorité, « l'intégration régionale » étant systématiquement appréhendée comme un objectif de bonne gestion. Empower a ainsi organisé le Mekong Regional Sex Work Forum du 20 au 24 novembre 2006, et la constitution d'un Mekong Network est devenue l'un des objectifs actuels.

---

## Références bibliographiques

- ASKEW, Marc. 2002. *Bangkok, Place, Practice and Representation*. Londres, Routledge.
- BAKER, Chris et Pasuk PONGPAICHIT. 2005. *A History of Thailand*. Cambridge, Cambridge University Press.
- BARRY, Kathleen, Charlotte BUNCH et Shirley CASTLEY (dir.). 1984. *Féminisme international : Réseau contre l'esclavage sexuel. Rapport de l'atelier féministe international international contre la traite des femmes* (Rotterdam, Pays-Bas, 6-15 avril 1983), numéro spécial de *Nouvelles Questions féministes*, 8, hiver.
- BISHOP, Ryan et Lilian ROBINSON. 1998. *Night Market : Sexual Cultures and the Thai Economic Miracle*. New York, Routledge.
- COHEN, Erik. 1986. « Lovelorn Farangs : The Correspondence between Foreign Men and Thai Girls », *Anthropological Quarterly*, 59, 3 : 115-127.

- COHEN, Erik. 1988. «Tourism and AIDS in Thailand», *Annals of Tourism Research*, 15, 4 : 467-486.
- ENLOE, Cynthia. 1989. *Bananas, Beaches and Bases : Making Feminist Sense of International Politics*. Berkeley, University of California Press.
- FORDHAM, Graham. 2001. «Moral Panic and the Construction of National Order.
- HIV/AIDS Risk Groups and Moral Boundaries in the Creation of Modern Thailand», *Critique of Anthropology*, 21 : 211-270.
- FORDHAM, Graham. 2005. *A New Look at Thai Aids : Perspectives from the Margin*. New York, Berghahn Books.
- HAMILTON, Annette. 1997. «Primal Dream: Masculinism, Sin and Salvation in Thailand's Sex Trade», dans Lenore MANDERSON et Margaret JOLLY (dir.). *Sites of Desire, Economies of Pleasure : Sexualities in Asia and the Pacific*. Chicago, University of Chicago Press : 145-165.
- JACKSON, Peter. 1993. *The May 1992 Crisis in Thailand : Background and Aftermath. Selected Papers from the Thailand Update Conference, University of Sydney, 16 October 1992*. Canberra, Australia National University.
- JEFFREY, Leslie Ann. 2002. *Sex and Borders : Gender, National Identity, and Prostitution Policy in Thailand*. Chiang Mai, Silkworm Books.
- JENNESS, Valerie. 1993. *Making it Work*. Chicago, Aldine Books.
- KECK, Margaret et Kathryn SIKKINK. 1998. *Activists beyond Borders*. Ithaca, Cornell University Press.
- KEMPADOO, Kamala et Joe DOEZEMA. 1998. *Global Sex Workers : Rights, Resistance & Redefinition*. Londres, Routledge.
- LYTTLETON, Chris. 2000. *Endangered Relations : Negotiating Sex and AIDS in Thailand*. Bangkok, White Lotus.
- MATHIEU, Lilian. 2004. «Entre l'aliénation du corps et sa libre disposition. Les politiques de la prostitution», dans Didier FASSIN et Dominique MEMMI (dir.). *Le gouvernement des corps*. Paris, Éditions EHESS : 157-184.
- MONTGOMERY, Heather. 2001. *Modern Babylon ? Prostituting Children in Thailand*. New York, Berghahn Books.
- ODZER, Cleo. 1994. *Patpong's sisters : An American Woman's View of the Bangkok Sex World*. New York, Arcade Publishing.
- OUTSHOORN, Joyce. 2005. «The Political Debates on Prostitution and Trafficking of Women», *Social Politics : International Studies in Gender, State and Society*, 12, 1 : 141-155.
- PHETERSON, Gail. 1989. *A Vindication of the Rights of Whores*. Seattle, Seal Press.
- PHETERSON, Gail. 2001. *Le prisme de la prostitution*. Paris, L'Harmattan.
- SAMUDAVANIJA, Chai-Anan. 2002. «State-Identity Creation, State-Building and Civil Society, 1939-1989», dans Craig REYNOLDS (dir.). *National Identity and Its Defenders, Thailand Today*. Chiang Mai, Silkworm Books : 49-70.
- SANSURATIHUL KIARASARN, Amonsiri. 2001. «Les mouvements de femmes en Thaïlande», dans *Hommes-Femmes : place des femmes dans les sociétés française et asiatiques, évolution et perspectives*, Actes publiés du Séminaire francophone d'Asie du Sud-Est, Singapour, 9-12 juillet 2001. Singapour, Séminaire francophone d'Asie du Sud-Est : 157-166.
- SIMPKINS, Dulcey. 2003. «Radical influence on the Third Sector : Thai N.G.O. Contributions to socially responsive politics», dans Ji Giles UNGPAKORN (dir.). *Radicalising Thailand. New political perspectives*. Bangkok, Chulalongkorn University : 253-288.
- TANTIWIRAMANOND Daranee et Shashi Ranjan PANDEY. 1991. *By Women, For Women : A Study of Women's Organizations in Thailand*. Singapour, ISEAS.
- TOPALOV, Christian. 1999. *Laboratoires du Nouveau Siècle : La nébuleuse réformatrice et ses réseaux en France*. Paris, Éditions EHESS.
- TOUPIN, Louise. 2002. «La scission politique du féminisme international sur le "trafic des femmes". Vers la migration d'un certain féminisme radical ? », *Recherches féministes*, 15, 2 : 9-40.
- VAN ESTERIK, Penny. 2000. *Materializing Thailand*. Oxford, Berg.
- WALKER, Dave et Richard EHRlich. 1992. *'Hello my big big Honey!' Love Letters to Bangkok Bar Girls and Their Revealing Interviews*. Bangkok, Dragon Dance Publications.
- WILSON, Ara. 1996. «When Sex is a Job : An Interview with Chantawipa Apisuk of Empower», dans Sondra ZEIDENSTEIN et Kirsten MOORE (dir.). *Learning About Sexuality. A Practical Beginning*. New York, The Population Council.